

N° 5174<sup>1</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

---

---

**PROJET DE LOI****portant création des Maisons d'Enfants de l'Etat**

\* \* \*

**AVIS DE LA CHAMBRE DES METIERS**

(16.9.2003)

Par sa lettre du 11 juillet 2003, Madame la Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse a bien voulu demander l'avis de la Chambre des Métiers au sujet du projet de loi repris sous rubrique.

\*

**1. OBSERVATIONS GENERALES**

Le projet de loi sous rubrique a pour premier objectif de mettre fin à un quasi-vide légal qui a suivi une cohabitation plus que centenaire, d'abord sur le terrain, ensuite dans les textes, de deux missions et services que sont l'encadrement des personnes âgées et l'assistance aux enfants déshérités.

La Chambre des Métiers soutient la démarche du Gouvernement. En procédant de la manière, il se propose de doter les Maisons d'Enfants de l'Etat d'un cadre légal spécifique et d'„homologuer“ ainsi, sur le plan juridico-légal, une autonomie de fait qui s'est forcée au fil du temps.

\*

**2. OBSERVATIONS PARTICULIERES****2.1. L'innovation et la recherche**

L'article 2, fixant les missions des Maisons d'Enfants de l'Etat, introduit la mission d'innovation et de recherche.

La Chambre des Métiers partage le point de vue des auteurs du projet de loi exprimé dans le commentaire de l'article 2: „*L'Etat se donne la possibilité et reconnaît son devoir de contribuer à chercher des réponses nouvelles aux réalités sociales changeantes, qui ne sont jamais des réponses toutes faites.*“ Même si la Chambre des Métiers éprouve quelques difficultés à imaginer quels pourraient être l'envergure et le contenu exacts de cette mission, elle soutient cependant cette orientation de mission publique pour les Maisons d'Enfants de l'Etat, à deux conditions:

- la concertation et la collaboration avec les autres structures publiques qui poursuivent des missions analogues et notamment avec les structures d'enseignement supérieur et universitaire actuelles et à créer;
- le transfert des résultats vers les autres acteurs oeuvrant dans le domaine social et notamment vers les acteurs privés opérant sous le régime conventionné.

**2.2. La politique du personnel**

A l'instar des critiques qu'elle a émises à propos de son avis sur le projet de loi portant réorganisation des centres socio-éducatifs de l'Etat, la Chambre des Métiers déplore qu'une fois de plus le poids des

questions de personnel tend à écraser la partie de texte relative à la finalité même du projet de loi, dans le présent cas la création des Maisons d'Enfants de l'Etat. Elle tient donc à réitérer, dans le contexte du présent avis, les remarques qu'elle avait formulées dans le contexte de l'avis concernant le projet de loi susmentionné:

„... la Chambre des Métiers constate qu'un grand nombre d'articles sont réservés à régler des questions de personnel, voire même des questions personnelles. La législation est surchargée par tout un volet technique, qui, aux yeux d'un non-initié doit apparaître comme un mélange de dispositions régissant la fonction publique en général et la carrière individuelle en particulier.

La Chambre des Métiers est d'avis qu'il faut absolument sortir du carcan de la politique du personnel pratiquée par l'Etat qui est souvent très lourde, peu transparente et, „last but not least“, inadaptée aux besoins. Elle propose en revanche de pratiquer une politique du personnel qui consiste à pourvoir les postes par la mise en adéquation du profil de la fonction et des compétences du postulant.

Cette approche qui peut être considérée comme irréaliste et naïve en rapport avec la fonction publique est cependant celle pratiquée par les entreprises du secteur privé où la non-satisfaction du client se solde par la disparition pure et simple du marché. Si, au niveau des PME du secteur social une telle politique du personnel ne s'impose pas ou pas encore pour des raisons économiques, elle devrait s'imposer du moins pour des raisons éthiques. Il va de soi qu'elle ne se dirige en aucune manière contre les personnes visées par les articles du présent projet de loi incriminés par la Chambre des Métiers et ne les exclut en aucune façon de l'accès aux postes et fonctions en question.“

Sous réserve des quelques remarques précédentes, la Chambre des Métiers approuve le projet de loi sous rubrique.

Luxembourg, le 16 septembre 2003

*Le Directeur,*  
Paul ENSCH

*Le Président,*  
Paul RECKINGER